



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 7 – 12 avril 2023

 Sommaire

Actualité économique :

- **Environnement macro-économique** : inflation / immobilier résidentiel / prévisions / impact d'une crise bancaire / croissance potentielle / climat des affaires
- **Politique budgétaire** : dette publique / frein au prix du gaz
- **Politiques sociales** : chômage / apprentissage et formation continue / immigration / loyers

Actualité financière :

- **Régulation financière** : FIU / garantie des dépôts / fonds de restructuration allemand
- **Banques et assurances** : KfW / Deka / BayernLB / NordLB / SaarLB / Commerzbank

 LE CHIFFRE À RETENIR

66,4 %

Taux d'endettement public de l'Allemagne fin 2022 en définition maastrichtienne

 ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon [Destatis](#), l'**inflation** a nettement reflué en Allemagne en mars, à +7,8 % après +9,3 % en février (IPCH). Si l'inflation énergétique décélère sensiblement, l'inflation alimentaire se poursuit et la surpasse désormais nettement.

Selon [Destatis](#), les prix de l'**immobilier résidentiel** ont baissé de -3,6 % au 4^e trimestre 2022 par rapport au 4^e trimestre 2021, et de -5,0 % par rapport au 3^e trimestre 2022. C'est la première baisse trimestrielle enregistrée depuis 2010.

Le [Conseil des Sages](#) a légèrement rehaussé sa **prévision** de croissance pour 2023, à +0,2 % après -0,2 % en novembre. En 2024, les Sages tablent sur

+1,3 %. Après +6,9 % en 2022, l'inflation devrait atteindre +6,6 % en moyenne annuelle en 2023, puis +3,0 % en 2024 (IPC).

L'Ifo, l'IfW, le RWI et l'IWH ont, dans leur [diagnostic commun](#), également relevé légèrement leurs **prévisions** pour 2023 mais abaissé celles pour 2024. Ils tablent désormais sur +0,3 % puis +1,5 %, après -0,4 % puis +1,9 % à l'automne. L'inflation ne devrait effectivement pas baisser sensiblement en 2023 par rapport à 2022 : les instituts tablent sur +6,0 % en 2023 puis +2,4 % en 2024 (IPC).

En s'appuyant sur le Global Economic Model d'Oxford Economics, l'[IW](#) a simulé l'**impact d'une crise bancaire** de grande ampleur sur l'Allemagne. La consommation des ménages baisserait de 0,4 % en 2023 puis 2,2 % en 2024 par rapport au

scénario de base. L'investissement privé chuterait d'environ 1 % en 2023 puis de près de 6 % en 2024. En 2023, le PIB se contracterait de -0,25 %, soit une perte de 0,5 point de pourcentage par rapport au scénario contrefactuel.

Selon une étude de l'[IfW](#), la **croissance potentielle** annuelle du PIB devrait tomber à seulement +0,4 % en 2027. Cette évolution serait due en grande partie à la baisse de la population en âge de travailler (qui atteindra son pic en 2024 avant de décliner), mais aussi à la hausse des prix de l'énergie.

En mars, l'indice du **climat des affaires** de l'[Ifo](#) a enregistré sa 5^e hausse mensuelle consécutive, passant à 93,3 points après 91,1 en février. La hausse est sensible dans l'industrie manufacturière, en particulier le secteur automobile, la chimie, l'industrie électrique et la construction mécanique.

Politique budgétaire

Selon la [Bundesbank](#), la **dette publique** allemande en définition maastrichtienne s'est accrue en 2022 de 71 Mrd€ pour atteindre 2,57 trillions d'euros. Le taux de dette publique a diminué de 2,9 points de pourcentage pour atteindre 66,4 % du PIB.

Le [Conseil des sages](#) a publié un papier modélisant l'impact du **frein au prix du gaz** sur l'inflation et son coût pour les finances publiques en 2023. L'inflation pourrait être inférieure de 0,2 à 0,4 point de pourcentage en 2023 grâce au dispositif. Les coûts s'élèveraient à 15 Mrd€ dont 13,4 Mrd€ pour les petits consommateurs (profil de charge standard) et 1,6 Mrd€ pour les gros consommateurs (mesure de puissance enregistrante). Ces résultats sont très sensibles aux hypothèses retenues s'agissant des prix de marché et de la structure des contrats.

Politiques sociales

Selon l'[agence](#) fédérale du travail, le **chômage** a augmenté en mars (+16 000 personnes inscrites ou +0,1 point de pourcentage sur un mois, en données corrigées des variations saisonnières). Sur un an, le nombre de chômeurs a progressé de 2 % (+52 000, en mars) sans prise en compte des réfugiés d'Ukraine (+10 % sur un an ou +232 000 personnes en incluant les réfugiés). Le taux de chômage (définition nationale) a atteint 5,6 % en mars (après 5,5 % en février, cvs). Parallèlement

l'emploi a poursuivi sa progression (+0,1 % en février, dernière donnée cvs publiée).

Le conseil des ministres a adopté le 29 mars 2023 un [projet](#) de loi renforçant l'**apprentissage et la formation continue**. Est instaurée une « garantie d'apprentissage » qui vise à mettre en œuvre des mesures d'orientation et de soutien aux jeunes intéressés par une place d'apprentissage et qui aménage en dernier recours un droit à une place d'apprentissage dans une structure externe à l'entreprise. Pour les entreprises confrontées à de grands défis de transformation et dont l'emploi des salariés est menacé, une « allocation de qualification » s'orientant sur le montant du chômage partiel est introduite, permettant au salarié de suivre une formation sur une durée maximale de 3,5 ans. Par ailleurs, le dispositif d'incitation à la formation pendant le chômage partiel est prolongé jusqu'au 31 juillet 2024.

Le conseil des ministres a adopté le 29 mars 2023 le [projet](#) de loi en faveur d'une **immigration** de main d'œuvre qualifiée. À côté de l'accès au marché du travail allemand via la carte bleue européenne, deux autres voies sont aménagées, via « l'expérience professionnelle » ou via « la carte de la chance ». L'expérience professionnelle permettra à une personne ayant un diplôme professionnel reconnu dans son pays d'origine et deux ans d'expérience de venir travailler en Allemagne sans reconnaissance préalable de son diplôme. La « carte de la chance » délivrée sur la base d'un système de points (en lien notamment avec la qualification, les connaissances linguistiques, l'âge) permettra de venir chercher du travail en Allemagne.

Les **loyers** représentaient en 2022 en moyenne 27,8 % des revenus des ménages locataires et davantage encore (29,5 % des revenus) pour les ménages ayant renouvelé leur bail à partir 2019. Pour 16 % des ménages locataires, cette part dépassait 40 % de leurs revenus (source : [Destatis](#)).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Le ministre fédéral des Finances a nommé [Daniel Thelesklaf](#) nouveau directeur de la **FIU** (Financial Intelligence Unit) allemande. Il prendra ses fonctions au 1^{er} juillet. Juriste de nationalité suisse, il a occupé des postes identiques au Liechtenstein

et en Suisse. La FIU sera la pierre angulaire de la future autorité fédérale pour la lutte contre la criminalité financière qui verra le jour en 2025 et comprendra en outre l'office fédéral contre la criminalité financière et une autorité de supervision des autorités locales de lutte contre le blanchiment dans les secteurs non financiers (cf. BE n° 16/2022).

L'Institut Leibnitz de recherche sur les marchés financiers de Francfort/Main ([SAFE](#)) tire comme conclusion de la faillite de SVB qu'il est nécessaire de supprimer la limite actuelle de 100 000 € de la **garantie des dépôts**, en couvrant le montant total de l'ensemble des dépôts des particuliers et des entreprises.

La presse se fait l'écho d'une lettre adressée par le ministre des Finances allemand, Christian Lindner, à Paschal Donohoe, Mairead MacGuinness et Valdis Dombrovskis, dans laquelle il menace de bloquer le projet de la Commission relatif à l'achèvement de l'union bancaire, si le projet devait conduire à la remise en cause des *IPS* allemands (caisses d'épargne et banques mutualistes). Il craint que la Commission ne propose à nouveau **l'introduction d'un système européen de garantie des dépôts** et que l'accès des systèmes nationaux de garantie des dépôts au fonds de résolution unique (FRU) ne soit facilité.

Le ministère fédéral des Finances (FDP) a informé le 29 mars dernier la commission des Finances du Bundestag de sa proposition de rendre aux établissements bancaires les 2,3 Mrd€ versés entre 2011 et 2014 dans le [fonds de restructuration allemand](#). Cette somme pourrait être consacrée au financement de la transformation de l'économie. Les députés des deux autres partis de la coalition (SPD et Die Grünen) sont opposés à cette proposition.

Banques et assurances

La **KfW** affiche en 2022, avec 1,37 Mrd€, un [résultat](#) très inférieur à celui de 2021 mais dans la moyenne des cinq dernières années (le résultat avait atteint 2,2 Mrd€ en 2021 à la suite d'importantes dissolutions de provisions pour risques constituées en 2020 dans le contexte du Covid). Contrairement aux banques commerciales, la banque publique d'investissement enregistre une marge nette d'intérêt en baisse par rapport à 2021 en raison de la hausse de la rémunération des obligations qu'elle a émises. En

raison de la faible croissance, elle a, par ailleurs, provisionné 122 M€. Son volume de financement a atteint l'an passé un niveau record (167 Mrd€ - cf. BE n°3/2023).

Le groupe **Deka**, gestionnaire d'actifs des caisses d'épargne, dégage, avec 985 M€ (contre 848 M€ en 2021), un [résultat opérationnel record](#) en 2022. La banque enregistre un résultat avant impôts de 801 M€ (contre 791 M€ en 2021). Les ventes de titres ont cependant reculé de 35,7 Mrd€ en 2021 à 27,4 Mrd€ 2022 (-23 %) : 20,7 Md€ ont été acquis par des particuliers (-17 % par rapport à 2021) et 6,6 Mrd€ par des clients institutionnels (-38 % par rapport à 2021). Dekabank mise sur un résultat opérationnel de seulement 500 M€ en 2023 en raison des risques géopolitiques et économiques.

Le [résultat](#) annuel avant impôts de **BayernLB** a fortement augmenté (1,1 Mrd€ en 2022 contre 0,8 Mrd€ en 2021) tandis que son résultat net a quasiment doublé. Cette hausse résulte d'une marge nette d'intérêts en forte hausse, réalisée essentiellement par sa banque en ligne DKB, d'une baisse de ses provisions pour risques et de la vente d'immeubles. La banque triple le montant des dividendes versés à ses sociétaires (le Land de Bavière à 75 % et la fédération des caisses d'épargne à 25 %) en le passant de 75 M€ en 2021 à 225 M€ en 2022.

NordLB affiche un [résultat](#) annuel avant impôts en nette augmentation (104 M€ en 2022 contre 29 M€ en 2021). La Landesbank a réduit sa taille de bilan (109 Mrd€ contre 115 Mrd€ en 2021) conformément à l'accord conclu lors de son sauvetage en 2019. La hausse de ses nouveaux financements (+70 % par rapport à 2021) serait source de conflits entre ses propriétaires, le Land de Basse-Saxe partisan d'une forte croissance de la banque notamment dans le secteur des énergies renouvelables, et la fédération des caisses d'épargne qui jugerait cette évolution risquée.

SaarLB, qui appartient à 75 % à la Sarre et à 25 % aux caisses d'épargne sarroises, a loué des locaux de son [partenaire](#), la banque franco-allemande Oddo-BHF, pour ouvrir un bureau à [Lyon](#). SaarLB, dont 45 % de l'encours de crédits porte déjà sur des financements français, souhaite renforcer son financement des énergies renouvelables en France.

Après des mois de conflits, [Commerzbank](#) a accepté de conclure avec le syndicat [Verdi](#) une convention collective applicable à la filiale **ComTS**, qui exécute des tâches de « backoffice » du groupe Commerzbank (cf. BE 18 et 21/2022). L'accord règlera notamment le temps de travail au sein de la filiale et se traduira par des hausses de salaires allant de 10 à 14 %.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international